



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 30 - septembre 2010

Tout pour que Madagascar ne puisse pas se relever ? (Suite)

Ainsi que nous le prédisions dans **notre Lettre n°29**, les résolutions de la soit disant « conférence nationale » qui vient de s'achever sont, comme par un heureux hasard, totalement alignées sur les positions bien connues du chef putschiste. **Il ne pouvait en être autrement au vu de la composition des participants dont le nombre, facilement gonflé par la promesse d'une indemnité journalière avoisinant le salaire minimum mensuel d'un travailleur malgache, ne pouvait remplacer une véritable représentativité des forces vives de la nation** (en l'absence du Comité National des Organisations Civiles (CNOSC) ainsi que des trois mouvances politiques opposées à Andry Rajoelina, qui avaient par ailleurs signé avec lui les accords de Maputo et d'Addis Abbeba qu'il a refusé par la suite de mettre en œuvre).

CONFERENCE NON RECONNUE PAR LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Joachim Chissano, le médiateur officiel accrédité par la communauté internationale, ne s'y est pas trompé, comme le montre sa lettre adressée à Andry Rajoelina, dans laquelle il exprime sa non reconnaissance de cette conférence non inclusive, **les conditions convenues pour la poursuite de la médiation et pour la tenue d'une véritable conférence nationale inclusive n'ayant pas été remplies.** (Voir lettre en annexe)

C'est donc sans surprise que le projet de constitution présenté par cette conférence abaisse l'âge minimum requis pour être candidat à la présidence de la République à 35 ans. **Pourquoi sinon afin de permettre au plus jeune putschiste du monde de se présenter en 2011, en dépit de sa déclaration en mai dernier dans laquelle il s'engageait à ne pas le faire.**

Nous avons dit alors nos doutes sur le respect effectif d'un engagement oral de la part d'une personne ayant renié sa signature à plusieurs reprises. **Doutes par ailleurs renforcés par la campagne électorale anticipée engagée par le couple Rajoelina avec, à l'appui, une gestion très « personnelle » dans tous les sens du terme des investissements de l'argent public : piscines olympiques, lieux de spectacles au lieu et place de programmes d'aide à une population sinistrée par cette crise.**

Le projet de constitution présenté par un comité constitutionnel et une conférence « aux ordres » nous donne hélas déjà raison sur ce point.

LE SCHEMA MAURITANIEN SE REPETE A MADAGASCAR

Cette déclaration du mois de mai 2010, dans laquelle Andry Rajoelina s'engageait à ne pas se porter candidat aux futures élections présidentielles, fut saluée vivement par ses mentors de Paris comme un acte dicté par un sens élevé de l'Etat, quand elle ne visait en réalité qu'à poursuivre la stratégie élaborée par ces mêmes mentors depuis les accords signés à **Maputo I en août 2009 : gagner le plus de temps possible en usant de tous les stratagèmes**, quitte à renier ce qui a été signé et bien sûr simplement promis. Cette stratégie fut utilisée avec succès, notamment en Mauritanie, rappelez-vous.

Le putschiste mauritanien, qui s'était engagé à ne pas se présenter, démissionna de la présidence de la transition en 2009, trois mois avant le dépôt des candidatures, pour être candidat à des élections qu'il ne pouvait pas perdre, ayant eu tout le temps et les moyens de mettre toutes les chances de son côté.

Bis repetita donc à Madagascar pour un autre poulain de la France. Là aussi, **comme nous l'avions déjà dénoncé dans notre Lettre n°23, la manipulation du processus électoral, entamée dès après le coup d'Etat avec le changement des chefs de Fokontany, circonscription de base où s'établissent les listes électorales et où se tiendront les bureaux de vote, avec le changement des chefs de district et des chefs de régions, va se poursuivre avec cette incroyable résolution de la conférence nationale version Haute Autorité de la Transition : les 1500 maires élus actuels, dont le mandat n'est pas achevé, doivent tous être révoqués. Les démocrates du monde entier apprécieront !**

Avec une célérité et une synchronisation parfaite, **le gouvernement putschiste vient de prendre un décret ordonnant la tenue d'élections communales anticipées pour le mois de décembre 2010.** Et la commission électorale indépendante récemment mise en place, qui n'a d'indépendante que le nom, vient courageusement de déclarer, par la voix de son président – un avocat qui a décidément tout oublié du droit – **qu'elle sera en mesure d'assurer le bon déroulement de ces élections communales surprises. Excusez du peu, quand elle devra déjà organiser au pas de charge un vote référendaire en novembre. (Voir notre Lettre n°29).** Simple détail sans importance : ces deux événements se dérouleront pendant la saison des pluies. Or, Andry Rajoelina avait critiqué la tenue d'élections pendant cette saison et avait promis que toutes les élections se dérouleraient à l'avenir pendant l'hiver austral, c'est-à-dire entre mai et octobre. Mais qu'est-ce qu'une promesse non tenue de plus ou de moins ?

LE DERNIER VESTIGE DE LA DEMOCRATIE MALGACHE

Après la suspension des députés et des sénateurs, ces maires étaient sans doute comme un vestige de la démocratie malgache, forcément insupportable aux yeux des putschistes. **Les élections communales qui les avaient portés à la tête de leurs communes respectives avaient pourtant illustré d'heureuse manière l'indépendance du tribunal administratif malgache qui avait annulé les élections douteuses, qu'elles fussent au bénéfice du parti au pouvoir ou non.** Mais c'est peut-être précisément cette réelle légitimité qui condamne ces élus communaux, dans le cadre d'une stratégie où **il ne saurait être question de laisser en poste des leaders d'opinion qui ne pourraient pas être contrôlés totalement.** Imaginez un peu qu'ils n'appellent pas à voter dans le sens voulu au moment des présidentielles !

ET VIVE LA LIBERTE DE LA PRESSE !

Bien des journalistes ayant sympathisé avec les auteurs du coup d'Etat doivent certainement s'interroger aujourd'hui sur leur choix. Le code de la communication que toute la profession réclamait à juste titre, mais que les gouvernements qui s'étaient succédés sous Ravalomanana avaient gardé sous le coude, avait bien été mis au menu de cette conférence. **Mais à la surprise et à la colère des journalistes, le projet de code de la communication a été discuté et adopté par cette singulière « conférence nationale » en l'absence de leurs représentants.** Et pour cause : il est prévu des sanctions pénales pour ceux qui s'aviseraient d'être trop critiques. Il est vrai que sur ce point, les putschistes ont déjà anticipé en emprisonnant des journalistes. Les membres de la commission chargée de la communication ont mérité leurs indemnités : ils ont bien complété le verrouillage du système. Ceux qui ne veulent pas d'une presse libre peuvent dormir en paix.

En résumé, beaucoup d'argent a été dépensé pour une énorme mascarade qui enfonce Madagascar un peu plus dans la crise politique, économique et sociale.

Jusqu'où ira Paris dans l'appui à Andry Rajoelina ?

Jusqu'à quand les Malgaches supporteront-ils cette politique française?

Les Inconditionnels de Madagascar,
À l'Ile de la Réunion

ANNEXE

Joachim Chissano: "The National Conference is not credible"

16-09-2010| Écrit par I.L.F./Naddyah R./G.I.C.

In a letter delivered to the MAE (Foreign Affairs), the representative of the joint mediation team Joachim Chissano respectfully declined the invitation of the Hat.

According to this letter, an invitation was received by Joachim Chissano personally, inviting him to the national conference to be held from 13 to 17 September next. For him, this conference tends once again towards unilateralism. And the mediation team does not intend to endorse this obsolete process.

Excellency

1. I hereby acknowledge receipt of your letter dated September 7, 2010, inviting me to attend the National Conference organized by the National Coordination of Civil Society Organizations (CNOSC) and the Wise (Raiamandreny mijoro) in the inter-Malagasy dialogue, to be held in Antananarivo from 13 to 17 September 2010.

2. The idea of a Malgacho-MAlagasy dialogue was officially brought to my attention by Mr. Rajoelina, President of the High Authority of the Transition (HAT) in Madagascar, in a letter addressed to me May 31, 2010. According to that letter, Mr. President of the HAT informed me of a new initiative of the Great Notables who wish to organize a national dialogue in Madagascar, in which all the living forces of the Nation will engage in solving the crisis .

To this end, the Great Notables have established a Committee of Wise Men, on the one hand supported by an Organizing Committee (constituted by civil society) and by a Constitutional Advisory Committee (made up of legal experts) on the other . The President of the HAT asked to support this initiative.

3. I undertook several consultations, both within and outside of Madagascar, with the main stakeholders and the international community on the inter-Malagasy dialogue. Based on these consultations, the SADC mediation has decided to lend its support to this initiative. As such, I have submitted reports to the Council for Peace and Security of the African Union and the Summit of the Organ for Cooperation in Politics, Defence and Security of the SADC, in which I asked the SADC, the African Union and the international community as a whole to provide political, technical, financial and logistical support to the process of the inter-Malagasy dialogue. This support was conditional on the fact that process is credible, transparent, neutral, consensual and inclusive. This proposal was positively received by the international community.

4. When the organizing committee began its work, questions of credibility, transparency, neutrality, consensus and inclusiveness were identified as two groups of civil society, including the Coalition of Civil Society Organizations (COSOC) and the Alliance of Civil Society Organizations (OCSA) competed for the organization of the inter-Malagasy dialogue . In addition, other Civil Society Organizations as KMF / ENOC or CSR-NA, also expressed their desire to play a role in holding this kind of dialogue.

5. The mediation of the SADC, as part of its consultations with key stakeholders in Madagascar, has made it clear that in order to make the process credible and transparent, it is necessary to ensure neutrality, inclusiveness and consensuality should be guaranteed both on the participants'level and on that of the organizational structure of the process. In this regard, the SADC mediation has convinced various groups of civil society to come gather around a new unified structure, in which all political sensitivities are represented to lead the inter-Malagasy dialogue process. Thus, it was in this context that the National Coordination of Civil Society Organizations (CNOSC) was formed by the COSOC and OCSA with the KMF / CNOE to bring the various political sensitivities into the civil society.

6. The CNOSC did a commendable job in its efforts to organize an inter-Malagasy dialogue . By ensuring national mediation, the CNOSC held initial consultations with all political actors to discuss a Malagasy political agreement to be adopted at the National Conference. These consultations, which were suspended on Aug. 27, 2010, have done substantial work and achieved substantial results in terms of, inter alia, the structure of the executive of the Transition (Presidency of the Transition and National Unity Government driven by a consensus Prime Minister), the legal framework (Supreme Council of the Transition and Congress of the transition), as well as other transitional institutions (National Reconciliation, Economic and Social Council and National Electoral Independent Commission). However, the other transitional institutions such as the High Constitutional Court and the Board of defense and security require further discussion.

7. We recognize that despite this commendable performance, the CNOSC has encountered serious organizational and methodological problems which needed to be solved. The suspension of the consultations was due in part to allow the CNOSC to study these problems. We are also aware that the CNOSC, after following appropriate training and received technical assistance, is getting ready to begin the second phase of the mediation efforts to conclude a political agreement to be adopted at the national conference, in a much more professional and efficient way. The CNOSC hopes that these new consultations will also take into account a better representation of political forces in Madagascar. Parallel to this exercise, the CNOSC is also currently undertaking preparatory work for the national conference in consultation with the Raiamandreny Mijoro.

8. Later a controversy arose regarding the convening of the national conference. The CNOSC, which is supposed to be responsible for organizing the conference, believes that the organization of the national conference should be better prepared and not rushed. The CNOSC also believes that before the national conference, it is necessary to appease the country and to complete preparatory work keys, including the political agreement on the management of the transition. The position of the CNOSC seems to receive the support of some political forces in Madagascar.

9. However, other Malagasy political stakeholders agree with the holding of a national conference from 13 to 17 September 2010, with or without the conclusion of the preparatory work necessary policies. This position seems to have the support of the Government and the HAT that seem to push for the holding of the conference as planned. The Government would be prepared to finance the national conference. If this is true, neutrality, impartiality and transparency of the process will be called into question because the government would be accused of interfering with and manipulating the process which will tend toward unilateralism. Organizing a national conference at which will not participate nor the CNOSC nor a part of the political family and the Malagasy civil society, will also question the inclusiveness of the process and consensual decisions to be taken in this context. All this will undermine the credibility of the process finally.

10. The SADC Mediation continues to be committed to an inter-Malagasy dialogue which is credible, neutral, transparent, inclusive and consensual. Given that holding the national conference from 13 to 17 September 2010 does not get the consensus of all key stakeholders in Madagascar, including the CNOSC as seen once again as another unilateral event. the Mediation of SADC cannot be associated with unilateral processes that exclude key stakeholders in Madagascar. The SADC Mediation think efforts should be made to better prepare the national conference for a successful inter-Malagasy dialogue. In particular, the mediation of SADC considers it essential to conclude a prior political agreement on the management of the transition before the national conference. This will be crucial to ensure a successful national conference and also give legitimacy and international recognition to the transition.

11. Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration